

RETRAITÉS DE L'ÉDUCATION

Un sit-in sous haute surveillance

Après un premier sit-in le 15 mars dernier au niveau de l'académie-est à Mohammadia, près de 1 000 retraités de l'éducation se sont retrouvés, mardi, près du siège de la Wilaya d'Alger pour dénoncer les poursuites judiciaires et les actes de délogements dont ils font l'objet.

Dès leur arrivée, ils ont déployé des banderoles mentionnant leurs revendications, mais elles ont été immédiatement confisquées par les forces de l'ordre et seul un portrait du président de la République et un drapeau algérien ont pu être exhibés. Puis très vite, les policiers ont demandé aux manifestants de quitter les lieux et ces derniers ont refusé d'obtempérer avant de s'exé-

ter dans le calme lorsque trois représentants du SNTE ont été admis à rencontrer un proche conseiller du Wali. Sur ce deuxième sit-in, M. Romer Mohamed, président de la coordination nationale dira : « M^{me} la ministre et le Wali nous tiennent un double langage. D'un côté, ils déclarent à la presse qu'ils vont aider les retraités et mettre fin aux poursuites judi-

ciaires, mais sur le terrain, nous constatons que les opérations de délogement et les assignations en justice continuent de plus belle. Pire, nous avons des retraités qui viennent d'être condamnés à l'expulsion imminente et sans aucune contrepartie».

Puis, il ajoutera «Nous exigeons l'arrêt immédiat des expulsions et des poursuites judiciaires. Ces retraités n'ont commis aucun crime ou délit pour être trainés devant les tribunaux comme de vulgaires délinquants alors qu'ils ont contribué pendant des décennies à l'éducation des citoyens algériens». Il égrènera ensuite les revendications

: «Nous avons deux cas bien précis. Il y a les retraités qui occupent des logements d'astreinte et ceux-là doivent être relogés décemment et non pas jetés dans la rue.

Fallait-il qu'ils construisent des baraques pour bénéficier d'un logement neuf ? Il y a ceux qui ont des logements de fonction et qui sont en possession de désistements de la part de leur mairie et académie respectives. Ils ont payé des loyers et ils s'attendaient à ce qu'on leur vende les habitations conformément à la loi de 1981 et à l'article 50 de la loi de finances de 2016.Hélas, ils se retrouvent aujourd'hui menacés injustement.

En conséquence, nous voulons qu'ils soient régularisés comme des milliers d'autres algériens dans le cadre de la cession des biens de l'Etat et des collectivités locales».

A propos de ces dernières, notre interlocuteur relèvera le traitement aberrant des dossiers : «il y a eu tellement de précipitations que l'on a eu le cas incroyable d'un enseignant à Bir-Mourad-Raïs qui a été prié de quitter son logement alors qu'il est toujours en poste».

Il conclura en annonçant qu'il y aura d'autres sit-in dans les prochains jours.

H. B.

SECTEUR DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS

Dispositions d'aide
prometteuses au profit des
établissements à Tiaret

L'état de délabrement voire d'abandon dans lequel se trouvent certains établissements, relevant du secteur de la jeunesse et des sports, figurent bel et bien parmi les priorités des pouvoirs publics locaux, dans la mesure où une batterie de dispositions ont été adoptées en vue d'insuffler un sang nouveau à ces espaces d'expression et d'épanouissement par excellence pour les jeunes.

Le premier constat aussi amer soit-il, a été établi à l'issue des tournées effectuées à travers les différentes localités de la wilaya où plusieurs structures visitées n'offrent pas les conditions requises pour assumer pleinement leurs missions envers la frange juvénile, car, non achevées, non raccordées aux divers réseaux et enregistrant un gap criant en termes d'encadrement et d'équipements pédagogiques et de loisirs. L'illustre cas est, à ne point douter, celui de la Maison de jeunes de la cité «Rousseau» au cœur de la ville dont la partie en préfabriqué a été fermée à l'activité depuis plus de deux ans en raison des risques d'amiante qu'elle présente sans pour autant rouvrir ses portes, au grand dam de ses jeunes adhérents en dépit d'une opération de réhabilitation qui devait lui être consacrée. Les cas du CSP de Sougueur ou celui de Mahdia ne font que renforcer la liste des établissements «sans âme».

Tout en déplorant cet état de fait, le wali de la wilaya qui a consacré une série de rencontres à ce dossier, a fait montre d'une disposition sans précédent à prendre en charge selon les priorités les carences du secteur que ce soit pour les travaux d'aménagement que pour les équipements.

Dans le même ordre d'idées, des subventions financières devraient être débloquées prochainement au titre du fonds de wilaya pour pallier les besoins pédagogiques des établissements, une décision réconfortante, voire salutaire à plus d'un titre de l'avis des cadres de la jeunesse peu habitués à de telles... faveurs. Mieux encore, des directives ont été données pour encourager la création d'associations œuvrant dans le domaine de la jeunesse selon des programmes validés, ce qui devrait faciliter les modalités d'accès aux subventions de l'Etat. La prise en charge des frais d'abonnement internet en faveur de plusieurs établissements de jeunes est l'autre mesure salvatrice prise par le chef de l'exécutif, c'est dire l'intérêt accordé à tout ce qui fait le bonheur de la jeunesse.

Mourad Benameur

GUELMA

L'École des sous-officiers de l'intendance ouvre ses portes au grand public

L'Ecole des sous-officiers de l'intendance de la ville de Guelma, rattachée à la 5^e Région militaire, a organisé mardi 19 avril une «journée portes ouvertes pour le grand public».

Un franc succès pour ce rendez-vous privilégié qui a permis aux visiteurs de rencontrer les étudiants et les encadreurs, de découvrir les cursus proposés et les débouchés, mais aussi de s'enquérir de la procédure d'inscription et des conditions d'admission. Un grand nombre de jeunes a été accueilli sur le site en présence de la presse locale et des auto-

rités militaires. Mais ce qu'il faut retenir, c'est la présence très remarquée des jeunes filles qui se sont montrées intéressées par cette formation militaire.

Echanges et rencontres avec les élèves, l'équipe pédagogique et les responsables de cette structure étaient au programme. Des visites dynamiques ont été également effectuées pour découvrir les installations de cette école, ainsi que les différents services et ateliers utilisés dans le cursus de cette formation.

Les visiteurs se sont donc rapprochés au plus près du quotidien des élèves et du staff pédagogique et administratif de cet établissement. Pour rappel, l'Ecole des sous-officiers de l'intendance de la ville de Guelma a été créée le 11 août

1982 au niveau de l'ancienne caserne du centre-ville qui abritait l'ex-Ecole des cadets de la Révolution, avant d'être transférée à son siège actuel, route de l'Université.

Baptisée le 2 février 2014 du nom du chahid Seddik-Bouridah, l'Ecole des sous-officiers d'intendance de Guelma dispense annuellement des formations militaires élargies à une formation en administration militaire pour l'obtention d'un certificat militaire professionnel 2^e degré, dans les spécialités de la comptabilité, des finances, de l'intendance, du secrétariat, des ressources humaines, au profit des nouveaux inscrits et des unités de l'ANP.

Nouredine Guergour

L'Onaaph de Sidi-Bel-Abbès expose à Aïn-Sefra

L'Onaaph (Office national d'appareillages et accessoires pour personnes handicapées) de Sidi-Bel-Abbès expose ses produits dans les halls de l'hôpital de 240 lits de Aïn-Sefra.

«Cette initiative, dira M. Abdelwahab Gourari, directeur de l'unité de l'Onaaph/SBA, qui veille en personne à cette exposition (la première en son genre dans la région), intervient dans un contexte particulier, à l'effet d'aller directement se rapprocher des médecins traitants pour une connaissance de techniques nouvelles et modernes, de produits nouveaux (locaux et étrangers) disponibles auprès de l'Office, pour d'éventuelles prescriptions aux nécessi-

teux ; une manière d'informer également les handicapés, de les écouter, de les rassurer et de les orienter sur les procédures à suivre pour bénéficier des prises en charge, sur le choix, mais aussi de mesurer leur handicap avec l'accès aux nouveautés des produits», dira-t-il.

Plusieurs produits ont été alors exposés, notamment des tricycles à moteur de haute gamme, des fauteuils roulants, des produits de contention et de confort (ceintures médicales et bandages herniaires, matelas anti-escarres, poches pour personnes stomisées) ; les appareillages orthopédiques (ortho-prothèse et podo-orthèse) à l'exemple des orthèses en carbone ou classiques, myo-électriques, esthétiques, prothèses fémorales ou tibiales plastiques, des

corsets de tous genres, des différentes attelles, les variétés de chaussures et de semelles, etc., voire aussi une distribution de dépliants et affiches portant les renseignements nécessaires des activités de l'Office.

Cette exposition a été aussi l'occasion, pour le P/APC, de prendre une bonne initiative, une sage décision d'offrir la nouvelle structure réalisée à proximité du centre de santé de Haï Mzi, pour abriter le nouveau centre de wilaya de l'onaaph, activant jusque-là dans un appartement (bâtiment HLM).

Notons, enfin, que le centre d'appareillage de Aïn-Sefra gère, pour toute la wilaya, 964 dossiers (dont 642 appareillages et 264 ATM (articulations temporo-mandibulaires).

B. Henine